



Extractive Industries
Transparency Initiative

Inclure les communautés dans une transition juste

RAPPORT





**Ford
Foundation**

Le présent rapport est publié par le Secrétariat international de l'ITIE et financé par la Fondation Ford.

Secrétariat international de l'ITIE
Rådhusgata 26, 0151 Oslo, Norvège
+47 222 00 800
secretariat@eiti.org

Octobre 2023

Inclure les communautés dans une transition juste

RAPPORT

Table des matières

Résumé analytique	5
1. Introduction	10
2. Profil des communautés	16
La Guajira, Colombie	18
Cesar, Colombie	20
Ellembelle, Ghana	22
Morowali septentrional, Indonésie	24
3. Principaux problèmes et enseignements tirés	28
S'assurer que les informations répondent aux besoins des communautés	28
Rendre les données accessibles	35
Soutenir la participation de la communauté au dialogue et aux prises de décisions	42
4. Utilisation de la Norme ITIE pour répondre aux besoins en données des communautés	48
5. Conclusion	50
Remerciements	54

Résumé analytique

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE entraîne d'importants changements dans les pays qui possèdent des ressources naturelles et elle transforme les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière. Ces changements impliquent à la fois des opportunités et des défis pour les communautés. Bien qu'une hausse des investissements puisse déboucher sur de nouveaux flux de revenus pour les administrations locales, créer des emplois et financer le développement communautaire, il se peut également qu'elle bouleverse les modes de vie traditionnels et menace l'environnement. Dans d'autres régions, la baisse des investissements peut se traduire par des pertes de recettes et d'emplois et, dans certains cas, les communautés se retrouvent seules face aux répercussions environnementales d'activités extractives passées.

Nombre de ces opportunités et défis ne sont pas nouveaux. Toutefois, la rapidité et l'ampleur du changement apporté par la transition énergétique sont inégalées, et il est d'autant plus important de garantir que le monde atteigne ses objectifs de décarbonation en veillant à respecter les droits des communautés.

Pour mieux comprendre les priorités des communautés dans le cadre de la transition énergétique, l'ITIE a mené un projet sur deux années, intitulé « Inclure les communautés dans une transition juste », avec l'appui de la Fondation Ford. À travers recherches et échanges avec diverses communautés en Colombie, au Ghana et en Indonésie, le projet a cherché à établir la manière de mettre à profit l'ITIE en vue de renforcer les voix et l'inclusion des communautés dans les prises de décisions liées à la transition énergétique.

Il en est ressorti que les communautés situées à proximité de sites industriels sont directement exposées aux changements économiques, sociaux et environnements dus à la transition énergétique. Les membres des communautés ont déclaré souhaiter comprendre l'impact concret des projets énergétiques et miniers sur leurs moyens d'existence, soulignant la nécessité d'informations pertinentes et ponctuelles pour participer au débat sur la gestion de ces projets.

Ils ont également évoqué la nécessité d'améliorer les consultations et l'implication dans la planification et la mise en œuvre des projets énergétiques et extractifs et des politiques gouvernementales qui affectent leur vie. Étant donné que la transition énergétique influence les prises de décisions des gouvernements et des entreprises, les communautés doivent avoir leur mot à dire. L'habilitation des communautés à s'engager et à participer au dialogue multipartite jette les bases d'une transition inclusive, responsable et juste qui ne fait aucun laissé-pour-compte.



Les communautés situées à proximité de sites industriels sont directement exposées aux changements économiques, sociaux et environnements dus à la transition énergétique

FIGURE 1

Principales constatations et recommandations



S'assurer que les informations répondent aux besoins des communautés

Dans l'ensemble des communautés couvertes par le projet, les parties prenantes ont évoqué la nécessité d'informations détaillées et ponctuelles concernant l'impact de la transition énergétique sur leur vie. Les parties prenantes ont beaucoup répété qu'elles souhaitaient des informations au sujet des contributions économiques locales et des impacts sur leurs moyens d'existence traditionnels.

Selon les parties prenantes communautaires, les divulgations existantes – provenant de l'ITIE et d'autres sources publiques – répondaient rarement à leurs besoins. En effet, soit les divulgations ne couvraient pas les questions les plus importantes pour la plupart de ces parties prenantes, soit les informations n'étaient pas suffisamment détaillées ou à jour. Dans certains cas, les impacts sortaient du champ d'application traditionnel de la déclaration de l'ITIE. Par exemple, certaines parties prenantes en Indonésie ont appelé à une transparence accrue du processus de transformation des minéraux de la transition. En Colombie, les parties prenantes ont demandé plus d'informations sur les projets d'énergie renouvelable.

Examiner plus avant les questions qui importent le plus pour les communautés

- Les entreprises peuvent régulièrement divulguer des informations détaillées, par projet, concernant l'emploi, les dépenses consacrées aux projets communautaires et les impacts environnementaux et sociaux.
- Les gouvernements peuvent déclarer, de manière systématique et régulière, des données sur les recettes gouvernementales à l'échelle infranationale, ventilés par projet. La divulgation des évaluations sur les impacts environnementaux, sociaux et en termes de genre peut également aider les parties prenantes à comprendre les incidences des projets énergétiques et extractifs sur les femmes.
- Les groupes multipartites (GMP) de l'ITIE peuvent utiliser la Norme ITIE pour recueillir des données par projet sur l'emploi, les dépenses sociales, les recettes infranationales et les impacts environnementaux et sociaux, et les divulguer dans le cadre de chapitres spéciaux figurant dans les Rapports de l'ITIE ou dans des rapports thématiques distincts.

Étendre le champ d'application des divulgations publiques

- Les GMP de l'ITIE peuvent étendre le champ d'application de la déclaration de l'ITIE pour couvrir le secteur des énergies renouvelables ou la transformation des minéraux.
- Les parties prenantes dans d'autres secteurs peuvent s'appuyer sur la Norme ITIE pour orienter les pratiques de divulgation en dehors du processus de l'ITIE.



Rendre les données accessibles

Il ne suffit pas que les gouvernements et les entreprises s'engagent simplement en faveur de la transparence. Pour que les communautés puissent comprendre les impacts de la transition énergétique, les divulgations doivent être disponibles dans des formats facilement accessibles, compréhensibles et utilisables.

Dans l'ensemble des communautés ciblées par le projet, les facteurs tels que l'alphabétisation et l'accès à l'électricité et aux technologies influencent l'efficacité de différents formats d'informations. Les parties prenantes ont régulièrement mentionné que des rapports techniques détaillés et des portails de données complexes ne répondaient pas à leurs besoins.

S'appuyer sur les canaux existants

- Les gouvernements et les entreprises peuvent améliorer les canaux de divulgation existants tels que les sites Internet, les rapports et les centres d'information communautaires, afin de fournir des données plus ponctuelles et plus pertinentes.

Utiliser la communication verbale

- Les gouvernements et les entreprises peuvent privilégier les réunions communautaires pour diffuser des informations, particulièrement s'il est nécessaire d'employer des langues locales.
- Les GMP de l'ITIE et d'autres parties prenantes peuvent diffuser les informations à la radio, à la télévision et à travers d'autres canaux de communication.

Tirer parti des champions locaux

- Les GMP de l'ITIE peuvent solliciter des champions locaux et des dirigeants communautaires pour diffuser les informations, particulièrement auprès de groupes marginalisés.

Présenter les données dans des formats engageants

- Les GMP de l'ITIE et d'autres parties prenantes peuvent tirer des données pertinentes des rapports techniques ou des portails de données et les présenter dans des formats engageants tels que des infographies et visualisations de données.
- Les GMP de l'ITIE et d'autres parties prenantes peuvent diffuser les informations par le biais des réseaux sociaux, selon les besoins, particulièrement si ces informations s'adressent aux jeunes.

Établir si les formats numériques sont appropriés

- Les GMP de l'ITIE et d'autres parties prenantes peuvent diffuser les informations sur papier ou verbalement dans les contextes où des formats numériques ne conviennent pas.

FIGURE 1

Principales constatations et recommandations



Pérenniser la participation de la communauté au dialogue et aux prises de décisions

Les représentants de la communauté doivent participer au dialogue et aux prises de décisions sur la transition énergétique. Il s'agit de créer des opportunités en termes d'engagement communautaire dans l'ensemble du cycle de vie des projets miniers et énergétiques, depuis la décision de mettre en valeur de nouveaux projets jusqu'à la planification de la fermeture. Cela consiste également à s'assurer que les perspectives de la communauté sont prises en compte dans les décisions politiques nationales et mondiales liées à la transition énergétique. Dans tous les cas, l'engagement communautaire doit être régulier et maintenu à long terme. Des engagements au cas par cas et ponctuels sont rarement efficaces pour garantir une participation effective de la communauté.

Renforcer les capacités locales

- Les GMP de l'ITIE et d'autres parties prenantes peuvent soutenir des programmes de développement des capacités et de formation pour améliorer la compréhension de la transition énergétique au niveau local et promouvoir l'accessibilité et l'utilisation des données.

Créer des espaces d'engagement durable au niveau local

- Les gouvernements et les entreprises peuvent tirer parti des plateformes existantes telles que les consultations publiques et les rencontres communautaires pour des dialogues multipartites réguliers au niveau communautaire.
- L'ITIE peut soutenir l'établissement de GMP infranationaux dans les contextes qui le demandent et qui disposent des ressources adéquates.

Amplifier les voix de la communauté dans les prises de décisions nationales et mondiales

- Les gouvernements peuvent faciliter l'implication de représentants communautaires dans le dialogue politique et les prises de décisions sur la transition énergétique à l'échelon national.
- Les GMP de l'ITIE peuvent faciliter la participation communautaire en leur sein.
- Les acteurs internationaux peuvent faciliter l'implication de la communauté dans les prises de décisions mondiales sur le changement climatique et la transition énergétique.



PHOTO : CORPORACIÓN LA ROTATIVA

Des résidus de charbon se trouvent à plusieurs kilomètres du site d'extraction de charbon de La Jagua de Ibirico, à Cesar. Après 30 ans d'exploitation minière, le troisième plus grand producteur de charbon de Colombie a mis fin à ses activités en 2021. Cela a affecté les milliers d'emplois directs et indirects qui étaient auparavant liés à l'industrie.

1. Introduction

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE transforme le secteur de l'énergie et l'avenir des pays riches en ressources naturelles. Selon le rapport de BP sur les perspectives énergétiques pour 2023, intitulé « Energy Outlook 2023 », la demande mondiale de combustibles fossiles devrait baisser au cours des trois prochaines décennies, avec une chute potentielle de la part des énergies primaires, d'environ 80 % à 55 % ou moins d'ici à 2050.¹ Ce changement s'accompagnera d'une expansion rapide des sources d'énergie renouvelable telles que les éoliennes, les panneaux solaires et les batteries de véhicules électriques. En conséquence, l'industrie minière connaîtra une forte hausse de la demande de minéraux requis pour ces technologies à faibles émissions de carbone. La hausse de la demande de certains minéraux pourrait atteindre jusqu'à 900 % d'ici à 2040.²

Les changements dans les tendances de l'offre et de la demande à l'échelle mondiale a des implications pour les communautés qui vivent à proximité de projets énergétiques et miniers. La hausse des investissements dans certaines régions peut générer des flux de revenus supplémentaires, créer de nouveaux emplois et accroître les dépenses dans les projets communautaires, mais elle peut également menacer les moyens d'existence traditionnels et l'environnement. D'un autre côté, les investissements dans certaines communautés peuvent baisser, entraînant des pertes de recettes et d'emplois, parallèlement à la nécessité de pallier les répercussions environnementales d'activités extractives passées.

Nombre de ces opportunités et défis ne sont pas nouveaux. Toutefois, au vu de la rapidité et de l'ampleur de la transition énergétique, il est d'autant plus urgent de renforcer la gouvernance des secteurs énergétique et minier afin que le monde atteigne ses objectifs de décarbonation tout en respectant les droits des communautés.

Le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » de l'ITIE

Pour faire valoir les priorités des communautés dans le cadre de la transition énergétique, l'ITIE a lancé le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » en 2022. Cette initiative, menée sur deux ans, a été mise en œuvre dans quatre zones infranationales en Colombie, au Ghana et en Indonésie, en vue d'établir l'impact de la transition énergétique sur les moyens d'existence des communautés situées à proximité de projets extractifs et énergétiques ainsi que le niveau d'accès de ces communautés aux données et aux plateformes de dialogue. Le projet cherchait également à établir la manière de tirer parti de l'ITIE pour renforcer les voix et l'inclusion des communautés dans les prises de décisions liées à la transition énergétique.

Avec le soutien de la Fondation Ford, le projet s'est appuyé sur une étude de cadrage qui a identifié des opportunités en termes d'élargissement et d'approfondissement de l'engagement de la société civile locale dans la gouvernance des ressources naturelles au travers de l'ITIE.³ Il correspond à l'engagement de l'ITIE à soutenir les pays dans l'utilisation et l'analyse des données ITIE en vue de les préparer à la transition énergétique, conformément à ses priorités stratégiques.⁴



Au vu de la rapidité et de l'ampleur de la transition énergétique, il est d'autant plus urgent de renforcer la gouvernance des secteurs énergétique et minier

1 bp (2023), *Energy Outlook 2023*. Extrait de <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/energy-outlook.html>.

2 ITIE, 2022. *Mission critique : Renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/mission-critique>.

3 ITIE, 2020. *Habiller les communautés dans les pays mettant en œuvre l'ITIE à participer à la surveillance du secteur extractif*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/habiller-les-communautés-dans-les-pays-mettant-en-œuvre-litie-participer-la>.

4 ITIE, 2020. *Priorités stratégiques de l'ITIE 2021–2023*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/priorités-stratégiques-de-litie-2021-2023>.

PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY



Des éoliennes sur la route principale à La Guajira, en Colombie. La région a enregistré une augmentation importante des investissements d'entreprises d'énergie renouvelable attirées par le potentiel éolien et solaire de la région.

Le projet repose également sur une évaluation indépendante qui a souligné l'importance de renforcer la pertinence de l'ITIE aux niveaux infranational et local. L'évaluation recommandait, plutôt que de se contenter de déclarer les recettes et les transferts infranationaux ainsi que les activités de sensibilisation limitées à l'échelon infranational, d'utiliser ces données pour faciliter un dialogue multipartite au niveau local centré sur les questions qui importent le plus pour les communautés.⁵ Le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » cherchait à identifier des options concrètes pour mettre à profit les processus de l'ITIE afin de renforcer l'engagement local et communautaire dans la transition énergétique, conformément aux recommandations de l'évaluation indépendante.

Mise en œuvre et partenariats

Le Secrétariat international de l'ITIE a collaboré avec les partenaires locaux, et il a assuré une coordination rapprochée avec les parties prenantes locales et nationales pour mettre en œuvre le projet dans les communautés sélectionnées :

COLOMBIE : L'ITIE s'est associée à l'université Externado de Colombie et au cabinet de conseils INSUCO dans les départements de La Guajira et Cesar. Par le passé, ces zones abritaient les plus grandes mines de charbon du pays et, aujourd'hui, elles attirent des investissements dans des projets d'énergies renouvelables à grande échelle.

GHANA : L'ITIE s'est associée au Centre for Extractives and Development Africa (CEDA) dans le district d'Ellembelle. La zone est une plaque tournante pour la production de gaz naturel, que le gouvernement ghanéen considère comme une composante clé dans le cadre de son mix énergétique national et de ses plans pour la transition énergétique.

INDONÉSIE : L'ITIE s'est associée à Publiez Ce Que Vous Payez et IDEA Yogyakarta dans la régence du Morowali septentrional. Le Morowali septentrional est un lieu important pour l'industrie croissante du nickel dans le pays, un minerai utilisé dans un éventail de technologies à faibles émissions de carbone.

5 ITIE, 2022. *Évaluation indépendante de l'ITIE*. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/evaluation-independante-de-litie>.

Composantes du projet



1. Évaluations des données infranationales – De mai à septembre 2022

Objectif : Les consultants du projet sont allés vers les parties prenantes locales et nationales pour comprendre les obstacles auxquels les communautés sont confrontées en termes d'accessibilité et d'utilisation des données liées aux impacts économiques, sociaux et environnementaux de la transition énergétique au niveau local.

Pour mieux comprendre les incidences de la transition énergétique sur les communautés, l'ITIE a réservé une place centrale aux perspectives des communautés dans la mise en œuvre du projet. La première composante du projet visait à établir si les divulgations de données existantes correspondent aux besoins en informations et aux priorités des communautés. Dans ce cadre, les consultants du projet ont examiné les données publiques et mené des consultations auprès des parties prenantes des communautés.



2. Renforcement des capacités des parties prenantes – De septembre 2022 à avril 2023

Objectif : Les consultants ont organisé des ateliers et dispensé des formations au profit des communautés sélectionnées pour discuter des difficultés, des opportunités et des solutions liées à la transition énergétique.

Dans sa deuxième composante, le projet cherchait à renforcer l'accessibilité des divulgations d'informations et des plateformes de dialogue ainsi que leur utilisation par la communauté. Pour y parvenir, les consultants du projet ont organisé des réunions communautaires et des ateliers de développement des capacités. Ces activités ciblaient des membres de la communauté et des représentants de la société civile, du gouvernement et de l'industrie, ainsi que des parties prenantes de l'ITIE nationale. L'objectif était de mieux comprendre les impacts de la transition énergétique et d'identifier des options en termes de renforcement des approches concernant la divulgation des informations et le dialogue multipartite.



3. Engagement national – De janvier à décembre 2023

Objectif : Les opinions des communautés locales sont présentées dans les débats publics et prises en compte dans la formulation des politiques sur la transition énergétique.

La troisième composante du projet visait à s'assurer que les communautés sont représentées de manière plus systématique dans le débat public et les prises de décisions sur la transition énergétique. Les partenaires locaux ont élaboré des plans d'engagement communautaire en consultation avec les représentants des communautés et les parties prenantes de l'ITIE nationale. Ces plans ont porté sur l'identification de mesures pratiques permettant de renforcer la pertinence de l'ITIE au niveau communautaire.



4. Contribution à l'élaboration de politiques au niveau mondial – De juin à décembre 2023

Objectif : Les enseignements tirés du projet sont mis à profit pour promouvoir et renforcer l'intégration des besoins locaux dans la planification de la transition dans d'autres pays.

La composante finale vise à présenter et à partager plus largement les constatations tirées du projet avec l'ensemble de la communauté mondiale de l'ITIE. Tout au long du projet, le Secrétariat international de l'ITIE a organisé des activités d'apprentissage par les pairs pour partager les contributions entre les parties prenantes de la Colombie, du Ghana et de l'Indonésie. Il a également présenté les principales conclusions et les enseignements clés tirés du projet lors de la Conférence mondiale de l'ITIE 2023 – en particulier, dans le cadre d'une exposition de photos dédiée et de séances auxquelles des parties prenantes locales du projet ont participé.

Ce rapport présente les principales constatations découlant du projet et les possibilités existantes pour les parties prenantes de l'ITIE qui souhaitent renforcer l'accessibilité des données et des plateformes de dialogue et leur utilisation par les communautés, en soutien à une transition énergétique juste.



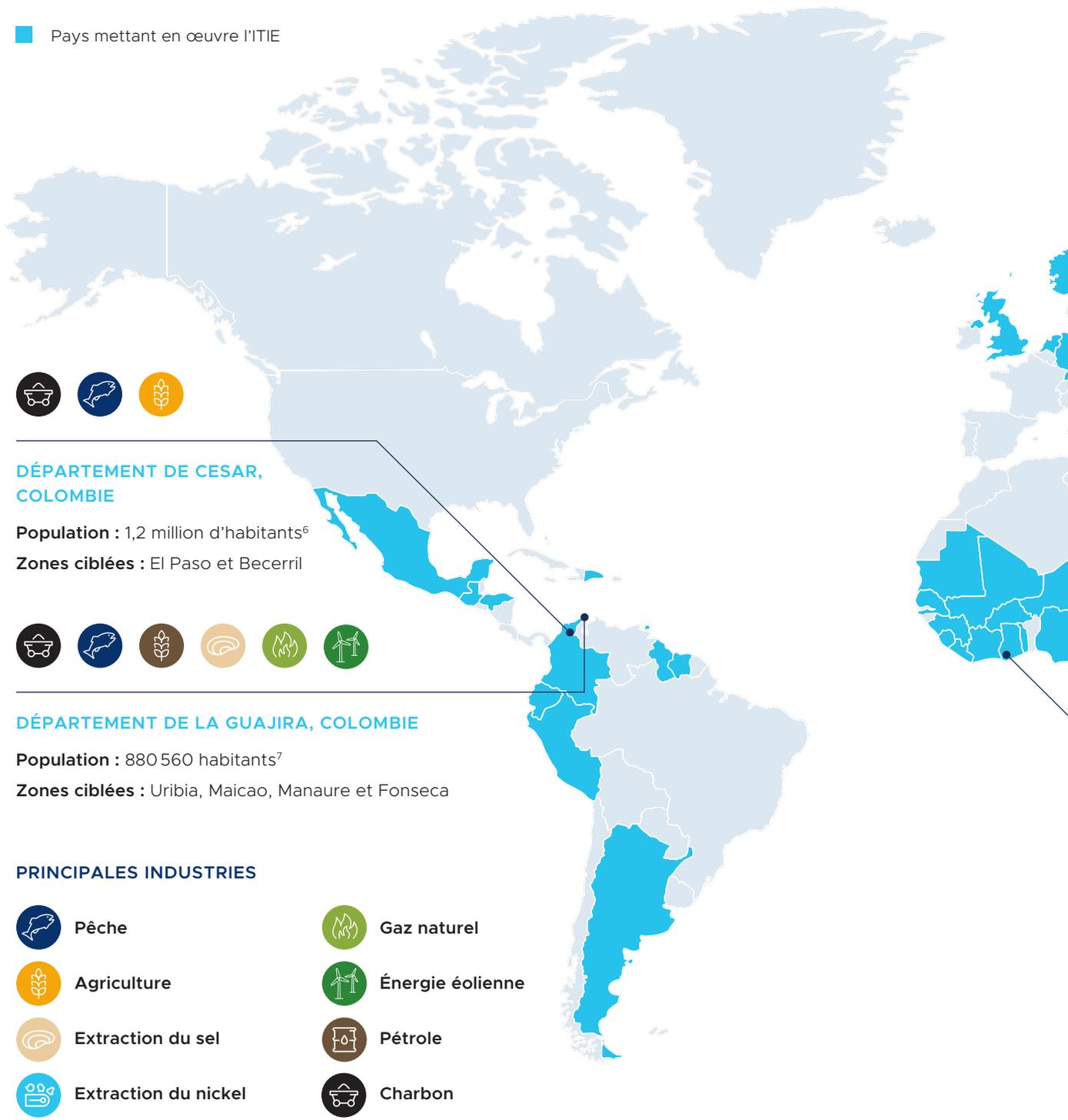
PHOTO : IOBAL LUBIS

Une femme participe à l'atelier de l'ITIE dans la région du Morowali septentrional, en Indonésie.

FIGURE 2

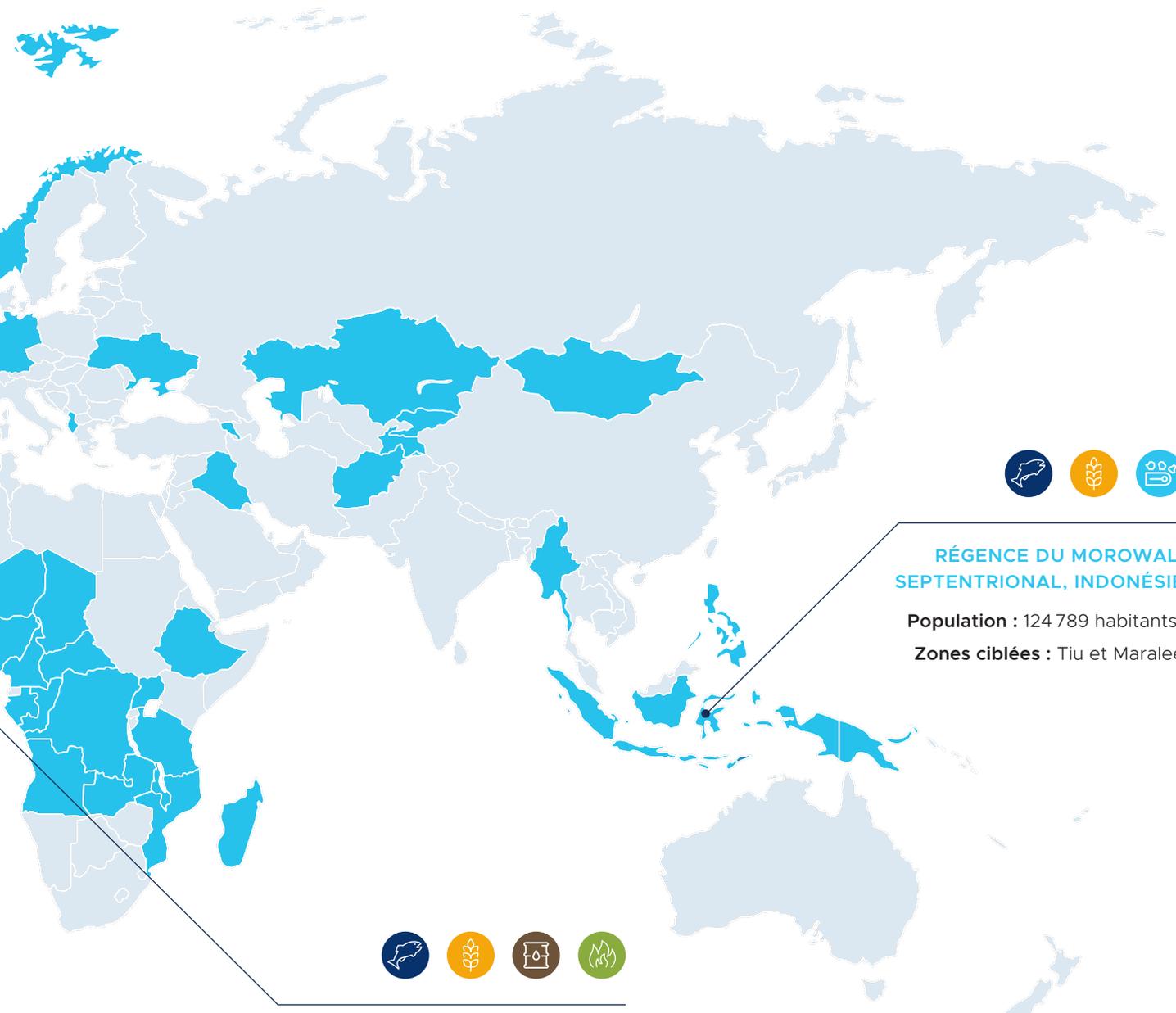
Mise en œuvre du projet

■ Pays mettant en œuvre l'ITIE



6 Departamento Administrativo Nacional de Estadística (2018), *Censo Nacional de Población y Vivienda 2018*. Extrait de <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/censo-nacional-de-poblacion-y-vivienda-2018>.

7 Ibid.



RÉGENCE DU MOROWALI SEPTENTRIONAL, INDONÉSIE

Population : 124 789 habitants⁹

Zones ciblées : Tiu et Maralee



DISTRICT D'ELLEMELLE, GHANA

Population : 120 893 habitants⁸

Zones ciblées : Anokyi et Sanzule

8 Site Internet du district d'Ellembelle, 2023. Extrait de <https://www.ghanadistricts.com/Home/District/204>.

9 Badan Pusat Statistik. 2020. Recensement de la population de 2020. Extrait de <https://sensus.bps.go.id/main/index/sp2020>.

2. Profil des communautés

LES COMMUNAUTÉS AYANT PARTICIPÉ au projet « Inclure les communautés dans une transition juste » ont été sélectionnées de manière à refléter un éventail diversifié en termes de dynamique et d'impacts liés à la transition énergétique – à savoir, l'exploitation de charbon et les investissements dans les énergies renouvelables en Colombie, les installations pétrolières et gazières du Ghana, et l'extraction de nickel et les fonderies en Indonésie. Toutes se trouvent dans des zones reculées avec un accès limité aux services sociaux, économiques et de santé ou aux opportunités d'emploi formel. Les habitants dans trois des quatre communautés parlent principalement des langues locales ou autochtones.



PHOTOS : CETTE PAGE - IOBAL LUBIS; PAGE OPPOSÉE - INDONÉSIE : IOBAL LUBIS; CESAR : CORPORATION LA ROTATIVA; LA GUAJIRA : NELSON DAVID ALONSO CHARRY; GHANA : OBREMPONG YAW AMPOFO



Un villageois dont les terres de plantation ont été reprises par une entreprise au Morowali septentrional, en Indonésie.

PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY



Pour les femmes Wayúu, le tissage traditionnel est une pratique culturelle importante. La commercialisation de sacs à main et de sacs à dos procure des revenus aux femmes de la région.

Bien que le charbon ait été un pilier de l'économie de La Guajira, l'avenir de l'industrie est incertain. Le propriétaire de la mine de Cerrejón prévoit un déclin majeur de la production à compter de 2030 et il envisage de rendre les zones minières au gouvernement à partir de 2034.¹⁵

Parallèlement, La Guajira a bénéficié d'une hausse majeure des investissements d'entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, attirées par le potentiel éolien et solaire de la zone. En 2004, le parc éolien de Jepirachi a été construit – le premier de ce genre en Colombie. En 2022, 23 projets d'énergies renouvelables étaient en cours à La Guajira (17 projets éoliens à terre, deux projets éoliens en haute mer et quatre projets solaires), à différentes phases de développement.¹⁶

Cela dit, des tensions ont éclaté entre les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et les communautés locales. Compte tenu de l'installation d'éoliennes sur leurs terres, un grand nombre de membres de la communauté Wayúu sont inquiets de leurs impacts sur le sol et la biodiversité. De plus, la façon dont certains accords ont été signés directement entre plusieurs entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et des dirigeants communautaires individuels a fait émerger des conflits.

En mai 2023, l'entreprise d'énergie italienne Enel a suspendu indéfiniment la construction du projet éolien Windpeshi à la suite d'interruptions répétées des travaux de construction lors de manifestations et de barricades des communautés. Compte tenu des difficultés rencontrées dans la conduite des consultations avec les communautés (par exemple, les consultations préalables obligatoires avec les communautés autochtones) et des processus d'approbation environnementale, d'autres projets d'énergies renouvelables ont été suspendus à La Guajira.¹⁷

« Le régime foncier dans la structure sociale Wayúu et les négociations avec les entreprises sont des éléments complexes susceptibles de créer des conflits entre les communautés ».

– Dirigeant de communauté traditionnelle « Palabrero »

15 Glencore, 2021. « Facts on Cerrejón ». Extrait de https://www.glencore.ch/dam/jcr:3741a8a4-af02-48a0-9971-e256deb2e72d/Facts%20on%20Cerrejon%202021%2010%2022_ENG.pdf.

16 Unidad de Planeación Minero Energética, 2022. « Informe de avance proyectos de generación Julio 2022 ». Extrait de https://www1.upme.gov.co/siel/Seguimiento_proyectos_generacion/Informe_Avance_proyectos_Generacion_Julio2022.pdf.

17 Reuters, 2023. « Enel suspends Colombia wind farm construction after years of protests ». Extrait de <https://www.reuters.com/business/energy/enel-suspends-colombia-wind-farm-construction-after-years-protests-2023-05-24/>.

Cesar, Colombie

DÉPARTEMENT DE CESAR

Zones ciblées :¹⁸

El Paso (24 292 habitants) et Becerril (13 584 habitants)

Principales industries :

Charbon, pêche, agriculture



Le département de Cesar, situé dans la région caraïbe de la Colombie, abonde en ressources naturelles, forêts, sources d'eau et vie sauvage. Les moyens d'existence traditionnels reposent sur l'agriculture, la pêche et l'élevage de bétail. Depuis les années 1980, l'économie de Cesar dépend largement de l'exploitation du charbon qui, en 2021, représentait 64 % de la production houillère en Colombie.¹⁹ Le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » s'est focalisé sur les municipalités d'El Paso et de Becerril, qui se trouvent dans une zone appelée le « corridor minier ».

L'industrie du charbon soutient des milliers d'emplois et représente une source de recettes importante pour le gouvernement local.²⁰ En 2022, Drummond Ltd., le plus grand exportateur de charbon de la Colombie, employait plus de 11 000 travailleurs et 6 000 sous-traitants.²¹ En 2019, le gouvernement colombien a accordé à l'entreprise une prorogation de 20 ans de son contrat minier couvrant La Loma.²²

Toutefois, l'avenir de l'industrie du charbon à Cesar est incertain. Bien que la consommation mondiale de charbon ait atteint un niveau record en 2022, la demande devrait décliner d'ici à 2030.²³ À Cesar, un certain nombre de mineurs de charbon ont cessé leurs activités, ce qui a entraîné des difficultés pour les familles dont les moyens d'existence dépendent de cette industrie. En 2021, la filiale de Glencore, Prodecon, a rétrocedé ses concessions d'exploitation houillère à l'État colombien, laissant 5 000 personnes sans emploi et entraînant une perte estimée à 4 millions de dollars US en taxes et redevances au profit des municipalités.²⁴

Dans le même temps, la transition énergétique offre des opportunités pour les membres des communautés locales. Cesar a suscité l'intérêt d'entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables en raison de son haut potentiel solaire et de la disponibilité des terres. Le département est sur le point d'accueillir l'un plus grands parcs solaires de la Colombie, actuellement en construction, qui devrait couvrir

Cesar a suscité l'intérêt d'entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables en raison de son haut potentiel solaire et de la disponibilité des terres

18 Municipios de Colombia. Municipios del departamento de Cesar. <https://www.municipio.com.co/departamento-cesar.html>.

19 CNV International, 2022. « Colombia, Labour Prospects of Energy Transition in Coal Mining ». Extrait de <https://www.cnvinternationaal.nl/en/topics/value-chains/outsourcing-metals-supply-chain>.

20 Ibid.

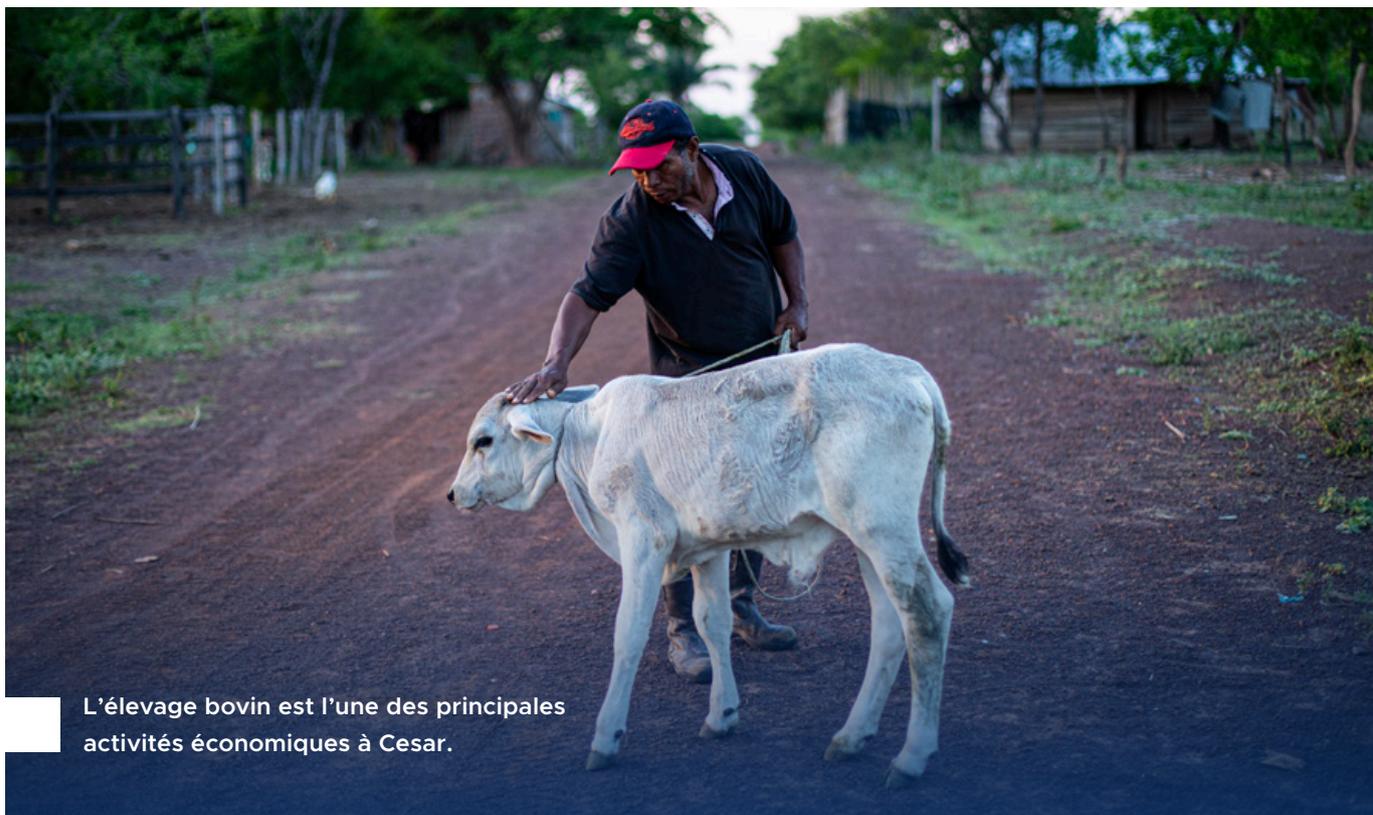
21 « Drummond Ltd. 2022 Performance Figures ». Extrait de <https://www.drummond.com/>.

22 Reuters, 2019. « Colombia extends Drummond contract on coal mine for 20 years ». Extrait de <https://www.reuters.com/article/colombia-coal-drummond-idINL1N1ZO286>.

23 IEA, 2023. « Global coal demand set to remain at record levels in 2023 ». Extrait de <https://www.iea.org/news/global-coal-demand-set-to-remain-at-record-levels-in-2023>. BP, 2023. *Perspectives de BP sur les énergies pour 2023*. Extrait de <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/energy-outlook.html>.

24 Mining.com, 2022. « Colombian municipalities affected by exit of Glencore's subsidiary demand smooth transition into non-mining activities ». Extrait de <https://www.mining.com/colombian-municipalities-affected-by-exit-of-glencores-subsi-dary-demand-smooth-transition-into-non-mining-activities/>.

PHOTO : CORPORACIÓN LA ROTATIVA



L'élevage bovin est l'une des principales activités économiques à Cesar.

environ 44 % de la production d'énergie solaire actuelle du pays.²⁵ Cesar possède également des gisements de métaux utilisés pour les technologies à énergies renouvelables, tels que le cuivre.

Cesar est aujourd'hui à la croisée des chemins et travaille à la diversification de son économie. Toutefois, les communautés ont fait part de leurs préoccupations au sujet des dégâts environnementaux et des menaces potentielles pour les modes de vie traditionnels que posent les investissements croissants dans les énergies renouvelables. Bien que jusqu'ici, les gouvernements municipaux aient utilisé les recettes du secteur extractif pour investir dans des infrastructures publiques, certaines parties prenantes estiment que les décisions liées aux dépenses n'ont pas toujours tenu compte des besoins des communautés. Dans le cadre de la fermeture récente de projets miniers, les communautés étaient inquiètes au sujet de la planification de la réhabilitation, craignant que les priorités locales ne soient pas prises en compte. Des allégations de violations de droits de l'homme associées aux mines de charbon ont suscité une méfiance entre les communautés, les entreprises et le gouvernement, et certaines parties prenantes locales pensent qu'elles ne sont pas consultées au sujet de décisions clés telles que l'octroi de licences au profit de projets à énergies renouvelables au sein de leur communauté.²⁶

25 La República LR, 2021. «La ANM otorgará 15 nuevos títulos mineros en Cesar para iniciar etapa de exploración». Extrait de <https://www.larepublica.co/economia/la-anm-otorgara-15-nuevos-titulos-mineros-en-cesar-para-iniciar-etapa-de-exploracion-3192947>.

26 Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme, 2021. «Colombia: SOMO report analyses impacts of coal mining by Drummond, Glencore and Prodeco in Cesar region and calls for European energy companies to cease purchasing coal from these mines» (Colombie : Un rapport de SOMO analyse les impacts de l'exploitation de charbon par Drummond, Glencore et Prodeco dans la région de Cesar, appelant les entreprises européennes du secteur de l'énergie à cesser d'acheter le charbon issu de ces mines). Extrait de <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/colombia-somo-report-analyses-impacts-of-coal-mining-by-drummond-glencore-and-prodeco-in-the-cesar-department-and-calls-for-european-energy-companies-to-cease-purchasing-coal-from-these-mines/>.

Ellembelle, Ghana

DISTRICT D'ELLEMBELLE

Zones ciblées :²⁷

Anokyi (1678 habitants) et Sanzule (2345 habitants)

Principales industries :

Agriculture, pêche, pétrole et gaz

Dans les villages côtiers d'Anokyi et de Sanzule, situés dans le district d'Ellembelle au Ghana, les moyens d'existence des communautés ont toujours dépendu de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Au cours des dix dernières années, la zone est devenue une plaque tournante pour le secteur du pétrole et du gaz au Ghana. Anokyi se trouve à 2,5 kilomètres d'une usine de traitement du gaz exploitée par une entreprise d'État, Ghana National Gas Company, qui reçoit du gaz des champs Jubilee et TEN en haute mer. Anokyi abrite également un terminal de gaz de pétrole liquéfié, et Sanzule une installation exploitée par Eni Ghana Exploration and Production Ltd, qui reçoit du pétrole depuis le champ en mer Offshore Cape Three Points.

L'industrie du pétrole et du gaz a transformé les communautés. À Anokyi, des terres agricoles ont été acquises pour la construction de l'usine de traitement et d'un pipeline qui achemine du gaz jusqu'à la ville d'Aboadze, à environ 110 kilomètres plus à l'est. Depuis que les activités de l'usine de traitement du gaz ont démarré en 2014, les membres des communautés sont incommodés par le bruit et la chaleur émanant de l'usine et ont exprimé leurs inquiétudes. À Sanzule, des terres agricoles ont été acquises pour la construction de l'installation de réception de pétrole, ce qui a affecté plus de 200 familles et bouleversé les activités de pêche. Dans les deux communautés, les moyens d'existence subissent également les pressions de la hausse du coût de la vie, étant donné que davantage de personnes s'installent dans la zone pour travailler dans l'industrie du pétrole et du gaz.

Cela dit, l'industrie a également offert des avantages. Les entreprises pétrolières et gazières ont appuyé des travaux pour l'amélioration de centres de santé, écoles, routes et installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les communautés. Les dépenses sociales engagées par les entreprises ont permis de financer des formations et des services de soutien axés sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Certains membres de la communauté sont employés dans les installations de traitement du pétrole et du gaz. D'autres, notamment les femmes, dirigent de petites entreprises qui fournissent des biens et des services aux entreprises et à leurs travailleurs. À Sanzule, un Plan de rétablissement des moyens d'existence a été mis en œuvre pour promouvoir des activités génératrices de recettes. Malgré ces efforts, certaines parties prenantes ont dit leur préoccupation au sujet du manque ressenti de consultation, des opportunités d'emploi limitées et des indemnités insuffisantes.

« Les responsables du gouvernement et du secteur agricole évoquent toujours le changement climatique comme un facteur contribuant au déclin récent de la production de denrées alimentaires. La transition énergétique n'affectera-t-elle pas elle aussi la productivité agricole dans nos communautés? »

– Dirigeant communautaire à Sanzule

27 Assemblée du district d'Ellembelle, 2022. District Medium-Term Development Plan (2018-2021) (Plan de développement de district à moyen terme (2018-2021)). Extrait de https://ndpc.govgh/media/WR_Ellembele_MTDP_2018-2021.pdf.

PHOTO : OBREMPONG YAW AMPOFO



Photographie aérienne d'une usine qui transforme le gaz naturel en gaz de pétrole liquéfié pour les marchés nationaux ghanéens.

L'avenir des installations de pétrole et de gaz d'Ellembelle est incertain. Le Cadre national pour la transition énergétique du Ghana reconnaît que l'évolution de la demande mondiale de combustibles fossiles pose des risques pour l'industrie des hydrocarbures du pays. Le plan souligne la nécessité d'une transition équitable et juste et appelle à accroître les investissements dans les énergies solaire et éolienne. Cependant, il envisage également une contribution majeure du gaz naturel pour répondre aux besoins énergétiques croissants à l'échelle nationale, au moins jusqu'au milieu des années 2050.²⁸ Le gouvernement prévoit de consulter davantage les parties prenantes infranationales dans le cadre de la mise en œuvre de ses plans de transition.

28 Gouvernement du Ghana, 2022. National Energy Transition Framework (2022-2070) (Cadre national pour la transition énergétique (2022-2070)). Extrait de <https://www.energymin.gov.gh/sites/default/files/2022-11/National%20Energy%20Transition%20Framework%20Abridged%20Version.pdf>.

Morowali septentrional, Indonésie

RÉGENCE DU MOROWALI SEPTENTRIONAL

Zones ciblées :²⁹

Tiu (1595 habitants) et Maralee (549 habitants)

Principales industries :

Agriculture, pêche, extraction du nickel et fonderie

Tiu et Maralee sont deux villages situés dans la région reculée du Morowali septentrional, sur l'île indonésienne de Sulawesi. Les habitants de ces villages s'appuient principalement sur l'agriculture et la pêche à petite échelle pour assurer leurs moyens d'existence traditionnels.

L'impact de la transition énergétique mondiale est évident dans ces zones. L'Indonésie couvre plus d'un tiers de la production mondiale de nickel, un minerai amplement utilisé dans les technologies à faibles émissions de carbone telles que les batteries de véhicule électrique. Le Morowali septentrional abrite certains des plus vastes gisements du pays, et concentre plus de 30 licences d'extraction du nickel.³⁰ Tiu et Maralee sont à proximité d'une fonderie exploitée par PT. Gunbuster Nickel Industry, qui a la capacité de produire 1,8 million de tonnes de ferronickel par an.³¹

Le gouvernement indonésien prévoit de faire de l'Indonésie (et du Sulawesi central en particulier) une plaque tournante de la manufacture de batteries et un acteur majeur dans le secteur des véhicules électriques. Ce développement devrait contribuer à la poursuite de la croissance du secteur du nickel au Morowali septentrional. Pour réaliser ses objectifs, le gouvernement souhaite établir une chaîne d'approvisionnement nationale intégrée pour les véhicules électriques, allant de l'extraction de la matière première jusqu'au recyclage des batteries, en passant par la construction de véhicules. Dans ce but, il a interdit les exportations de minerai de nickel en vue d'encourager les activités des fonderies nationales et il soutient le développement de parcs industriels tels que l'Indonesia Morowali Industrial Park.

Actuellement, environ 225 personnes de Tiu et Maralee sont employées dans le secteur du nickel, et l'expansion de l'industrie a également profité à de petites entreprises informelles telles que les vendeurs sur les marchés.

Toutefois, les relations avec la main-d'œuvre ont été difficiles. Au début de l'année 2023, de violents conflits ont éclaté dans une fonderie au sujet de conditions de travail dénoncées comme étant dangereuses et de tensions entre les travailleurs locaux et étrangers.³² Les membres de la communauté se sont également dits inquiets au sujet de l'inflation locale qui découlerait de la croissance de l'industrie minière, et frustrés des consultations liées aux projets de nouvelles mines de nickel et d'usines de traitement.

« Quand il pleut, les sources d'eau de la communauté sont exposées aux boues minières. La récolte de mon jardin a été perdue parce qu'il était immergé sous l'eau ».

– Faria Natalis, cheffe par intérim du village de Maralee, district du Morowali septentrional

²⁹ Bureau central de la statistique de Morowali Nord, 2022. «North Morowali in Numbers».

³⁰ Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales, 2022. ESDM Geoportail. Extrait de <https://geoportail.esdm.go.id/>.

³¹ PT. Gunbuster Nickel Industry, 2021. « Inaugurated by President Jokowi, PT GNI Smelter Factory in Morut Absorbs 60,000 Local Workers ». Extrait de https://gunbusternickelindustry.com/en_us/2021/12/27/iure-dolor-ut-consectetur-et-sed-odit/.

³² Jakarta Post, 2023. « Police Probe Deadly Clash at Nickel Smelter ». Extrait de <https://www.thejakartapost.com/indonesia/2023/01/16/police-probe-deadly-clash-at-nickel-smelter.html>.



PHOTO : IQBAL LUBIS

Photo aérienne d'un cours d'eau qui, selon certains membres de la communauté, a été pollué par les activités minières près du lac Tiu, en Indonésie.

Certains souhaitent obtenir plus d'informations sur les obligations environnementales et sociales des entreprises, soulignant la nécessité de renforcer la transparence et la participation de la communauté au processus décisionnel.

De plus, les membres de la communauté ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact de l'industrie minière sur leurs moyens d'existence traditionnels. Selon eux, les activités minières empiètent sur les forêts, obstruent les cours d'eau, polluent les sources d'eau, réduisent les populations de poissons et menacent la vie sauvage. En 2022, ces préoccupations ont déclenché des manifestations locales.³³

33 Poso News, 2022. « Bupati Tinjau Lokasi Tambang PT. SSP yang Berpolemik Dengan Warga ». Extrait de <https://posonews.id/2022/02/17/bupati-tinjau-lokasi-tambang-pt-ssp-yang-berpolemik-dengan-warga/>.



PHOTO : IQBAL LUBIS

Des femmes et des enfants nettoient des coquillages qui ont été pêchés dans la rivière Laa au Morowali septentrional, en Indonésie. Certains villageois disent que les mines de nickel polluent la rivière.



3. Principaux problèmes et enseignements tirés

PARMI LES DIVERS GROUPES DE COMMUNAUTÉS ayant participé au projet « Inclure les communautés dans une transition juste », des questions communes ont émergé concernant les incidences de la transition énergétique et les aspects à prendre en compte pour faciliter l'engagement communautaire. Il est essentiel de respecter les priorités et les besoins des communautés pour garantir des décisions bien éclairées, inclusives et responsables sur la transition énergétique. L'accès à l'information est important pour aider les communautés à comprendre les opportunités et les défis qui se présentent dans une industrie changeante. Les communautés doivent accéder à des informations qui les concernent. Ces informations doivent être à jour, présenter un niveau de détail approprié et être divulguées dans des formats facilement accessibles et intelligibles pour les communautés.

Les communautés doivent ensuite pouvoir utiliser efficacement les informations afin de participer au dialogue et aux prises de décisions sur la transition énergétique. Cela revient à s'assurer que les parties prenantes infranationales ont la capacité de comprendre et d'utiliser les données. Par ailleurs, les gouvernements et les entreprises doivent créer des espaces de participation effective tout au long du cycle de vie des projets énergétiques et miniers, ainsi que dans les processus de prises de décisions nationaux et mondiaux liés à la transition énergétique.

Nombre des opportunités et des défis auxquels les communautés sont confrontées et les solutions potentielles en matière de renforcement de la transparence et du dialogue multipartite ne sont pas nouveaux. Toutefois, le rythme et l'ampleur du changement déclenché par la transition énergétique sont sans comparaison et intensifient la nécessité d'une gouvernance dans les secteurs énergétique et minier.

La présente section regroupe les principales constatations du projet « Inclure les communautés dans une transition juste » et propose des recommandations afin que l'ITIE et d'autres parties prenantes puissent faire avancer les priorités et les besoins des communautés dans le cadre de la transition énergétique.

S'assurer que les informations répondent aux besoins des communautés

Les communautés étaient peu informées au sujet du concept de la transition énergétique. Un nombre limité de parties prenantes étaient en mesure de comprendre les liens entre leurs expériences et les tendances mondiales ou leurs besoins en informations à ce sujet. L'important pour les membres de la communauté résidait dans les effets concrets des impacts économiques, sociaux et environnementaux des secteurs énergétique et minier sur les moyens d'existence à l'échelle locale. Nombre d'entre eux ont estimé que, de manière générale, les décisions du gouvernement et des entreprises ignoraient les points de vue locaux. Pour y remédier, les communautés ont évoqué la nécessité d'améliorer l'accès à des informations détaillées et ponctuelles concernant l'impact de la transition énergétique sur leur vie.

Impact sur les économies locales

Les informations sur les incidences économiques à l'échelle locale étaient la principale priorité pour la plupart des membres de communauté, qui ont déclaré souhaiter mieux comprendre les contributions que les entreprises minières et du secteur de l'énergie apportent aux économies locales. Parmi les communautés couvertes par le projet, les informations sur l'emploi et les dépenses des entreprises consacrées aux projets



Il est essentiel de respecter les priorités et les besoins des communautés pour garantir des décisions bien éclairées, inclusives et responsables sur la transition énergétique

communautaires ont suscité le plus grand intérêt. Dans la plupart des communautés, les parties prenantes ont également exprimé un grand intérêt pour les données sur les recettes perçues par les administrations locales. Toutefois, la disponibilité de ces données dans les Rapports ITIE et d'autres sources était variable.

FIGURE 3

Demandes et disponibilité des données dans les communautés

● Élevé ● Moyenne ● Faible

Cesar, Colombie³⁴

Type d'information	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données provenant d'autres sources
Emplois et opportunités pour les entreprises locales	● Élevé	● Moyenne	● Élevé
Dépenses des entreprises dans les communautés	● Élevé	● Élevé	● Élevé
Recettes des gouvernements infranationaux	● Moyenne	● Élevé	● Élevé

La Guajira, Colombie

Type d'information	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données provenant d'autres sources
Emplois et opportunités pour les entreprises locales	● Élevé	● Moyenne	● Moyenne
Dépenses des entreprises dans les communautés	● Élevé	● Moyenne	● Moyenne
Recettes des gouvernements infranationaux	● Élevé	● Faible	● Élevé

Ellembelle, Ghana

Type d'information	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données provenant d'autres sources
Emplois et opportunités pour les entreprises locales	● Élevé	● Faible	● Faible
Dépenses des entreprises dans les communautés	● Élevé	● Faible	● Moyenne
Recettes des gouvernements infranationaux	● Élevé	● Moyenne	● Faible

Morowali septentrional, Indonésie

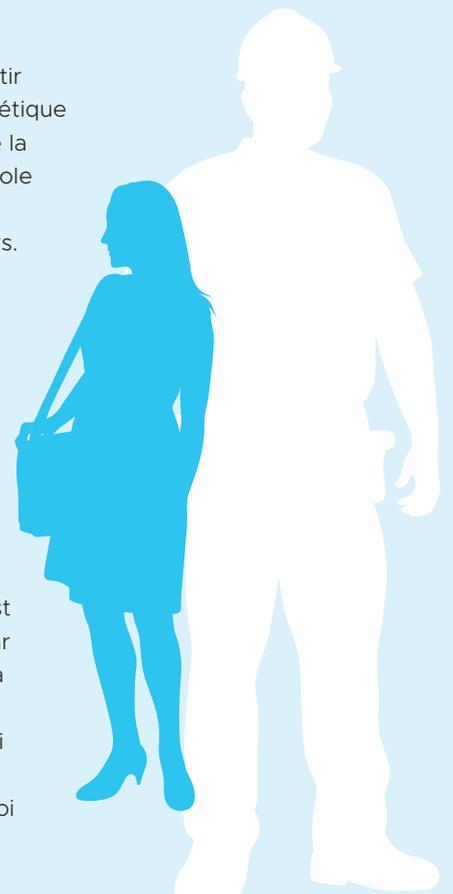
Type d'information	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données provenant d'autres sources
Emplois et opportunités pour les entreprises locales	● Élevé	● Faible	● Faible
Dépenses des entreprises dans les communautés	● Élevé	● Faible	● Faible
Recettes des gouvernements infranationaux	● Élevé	● Moyenne	● Élevé

34 Selon les évaluations qualitatives réalisées par les consultants du projet «Inclure les communautés dans une transition juste».

Dimensions de genre dans les impacts de la transition énergétique sur les économies locales

Le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » a fait ressortir certaines des dimensions de genre dans les impacts de la transition énergétique sur l'économie locale. À Ellembelle, par exemple, les hommes membres de la communauté étaient plus souvent employés dans des installations de pétrole et de gaz, tandis que les femmes assumaient davantage des tâches dans l'économie informelle telles que la vente d'aliments et d'eau aux travailleurs. Au Morowali septentrional, moins de 6 % des membres de la communauté employés dans les mines de nickel locales étaient des femmes. De même, à Ellembelle, les moyens d'existence de nombreuses femmes étaient néanmoins liés aux industries extractives, particulièrement dans le cadre d'activités de négoce en tant que vendeuses sur les marchés.

En raison de ces différences, les hommes et les femmes ne profitent pas des mêmes opportunités et font face à des difficultés distinctes. Par exemple, il se peut que, du fait de la nature informelle de l'emploi des femmes, celles-ci ne soient pas prises en compte dans la transition et dans les plans de reconversion des travailleurs des secteurs en déclin. Il est essentiel de divulguer publiquement des données sur l'emploi ventilées par genre afin de comprendre et d'atténuer ces difficultés. Toutefois, l'accès à de telles données varie considérablement. Au Morowali septentrional, par exemple, le gouvernement ne divulgue des données détaillées sur l'emploi que sur demande et, à La Guajira, l'une des plus grandes entreprises extractives publie directement sur son site Internet les données sur l'emploi ventilées par genre.



Obligations des entreprises et du gouvernement

Les représentants communautaires ont souvent souligné la nécessité d'informations sur les obligations du gouvernement et des entreprises afin de mieux les responsabiliser. Au Morowali septentrional, par exemple, les parties prenantes ont indiqué qu'elles connaissaient le montant total des paiements sociaux perçus par le gouvernement du village. Toutefois, elles ne savaient pas s'ils étaient versés au titre d'obligations légales ou contractuelles, ce qui montre combien il est important que les lois et réglementations ainsi que les contrats soient pleinement divulgués. Les parties prenantes ont également fait remarquer qu'elles manquaient d'informations sur les règles applicables aux décisions du gouvernement du village concernant les dépenses, ainsi que sur le mécanisme indonésien de partage des recettes et ses implications s'agissant des recettes infranationales. Bien que les déclarations faites dans le cadre de l'ITIE expliquent la répartition globale des recettes extractives, il manque parfois des détails sur son application concrète.

À Cesar et La Guajira, les parties prenantes ont indiqué ne disposer d'aucune information sur les obligations des entreprises du secteur des énergies renouvelables et sur leurs engagements en faveur de l'emploi local. À La Guajira, les parties prenantes ont souligné la nécessité d'informations sur les exigences liées au consentement libre, informé et préalable (CLIP) et sur leur mise en œuvre par les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, ainsi que d'informations sur les perspectives en termes de développement de projets.

Impact sur les moyens d’existence traditionnels et sur l’environnement

Les communautés souhaitaient également mieux comprendre les impacts potentiels sur les moyens d’existence traditionnels, particulièrement en ce qui concerne les terres et l’environnement. À Ellembelle, par exemple, les parties prenantes ont indiqué qu’elles souhaitaient avoir plus d’informations sur les impacts du torchage, ainsi que sur les acquisitions de terres et le paiement d’indemnités par les entreprises gazières. De même, à La Guajira, les membres de la communauté souhaitent plus de données sur les paiements versés par les entreprises du secteur des énergies renouvelables au titre des droits d’utilisation des terres. À Cesar, les membres de la communauté voulaient des données sur l’eau pour jeter les bases d’un dialogue avec le gouvernement et l’industrie relativement à l’atténuation des impacts. Au Morowali septentrional, les parties prenantes souhaitaient accéder à des données environnementales pour surveiller l’impact des activités minières.

FIGURE 4

Demande et disponibilité des données sur les impacts sociaux et environnementaux

● Élevé ● Moyenne ● Faible

	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données (autres sources)
Cesar, Colombie	●	●	●
La Guajira, Colombie	●	●	●
Ellembelle, Ghana	●	●	●
Morowali septentrional, Indonésie	●	●	●

Fourniture d’informations détaillées et ponctuelles

Les parties prenantes locales ont noté que, souvent, les informations ne sont pas suffisamment détaillées pour pouvoir être utiles. À Ellembelle, les membres de la communauté ont indiqué que les entreprises divulguaient régulièrement des informations concernant les projets sociaux et l’emploi local sur des tableaux d’affichage. Toutefois, les membres de la communauté souhaitaient davantage d’informations telles que des données par projet montrant la proportion de travailleurs locaux à différents niveaux d’ancienneté et des informations indiquant si les habitants locaux étaient recrutés à des postes permanents ou temporaires.

Les membres de la communauté souhaitaient également plus de détails sur les dépenses sociales, notamment des informations sur la valeur des projets communautaires particuliers et sur la manière dont ils ont été sélectionnés, ainsi que des données sur les recettes infranationales ventilées par entreprise et par flux de revenus. À Cesar, les parties prenantes ont demandé des détails sur la présence de travailleurs locaux à différents niveaux professionnels et des informations sur les disparités salariales entre les travailleurs locaux et étrangers.



Des informations plus ponctuelles pourraient aider à renforcer le pouvoir de négociation des communautés

Les parties prenantes ont fait observer que l'intervalle entre la publication des Rapports ITIE et les données auxquelles ils se réfèrent leur faisaient perdre leur pertinence. Des informations plus ponctuelles pourraient aider à renforcer le pouvoir de négociation des communautés. Des divulgations régulières et systématiques sur les plateformes du gouvernement et des entreprises peuvent y contribuer, en permettant de veiller à ce que les données soient publiées dès qu'elles sont disponibles.

Cependant, les divulgations systématiques ne débouchent pas toujours nécessairement sur des données ponctuelles. Par exemple, en Indonésie, les parties prenantes ont indiqué que divers sites Internet du gouvernement national et des gouvernements infranationaux présentent des données pertinentes, mais rarement à jour, ce qui en limite l'utilité. Pour que les divulgations systématiques bénéficient aux communautés, les gouvernements et les entreprises doivent tenir à jour des plateformes d'informations et les actualiser.



Données prospectives pour la préparation

La transition énergétique suscite des changements dans les secteurs énergétique et minier et de nombreuses communautés sont dans l'incertitude quant aux impacts à long terme de ces changements sur leur économie, au niveau local ou national. Les données déclarées dans le cadre de l'ITIE peuvent étayer les analyses et être utilisées pour fournir des prévisions des recettes et des volumes de production escomptés, afin que les pays et les communautés puissent se préparer à ce qui les attend. Selon le Cadre national pour la transition énergétique du Ghana, le gaz naturel jouera un rôle majeur dans le mix énergétique national, jusque dans les années 2050 au moins, reconnaissant également qu'une chute mondiale anticipée de la demande de pétrole et de gaz pourrait poser des difficultés en matière d'emploi, d'activité économique et de recettes publiques. Toutefois, les divulgations publiques actuelles ne permettent pas d'établir la manière dont ces changements pourraient affecter les communautés à l'avenir. À La Guajira et Cesar, les travailleurs et les membres de la communauté ont indiqué qu'ils manquaient d'informations sur les plans de fermeture et de transition visant à atténuer les défis dus à la baisse de la production de charbon.

La transition énergétique suscite des changements dans les secteurs énergétique et minier et de nombreuses communautés sont dans l'incertitude quant aux impacts à long terme de ces changements sur leur économie, au niveau local ou national

FIGURE 5

Demande et disponibilité des divulgations sur la politique nationale liée à la transition énergétique

● Élevé ● Moyenne ● Faible

	Intérêt de la communauté	Disponibilité des données ITIE	Disponibilité des données (autres sources)
Cesar, Colombie	● Élevé	● Moyenne	● Moyenne
La Guajira, Colombie	● Élevé	● Faible	● Faible
Ellembelle, Ghana	● Élevé	● Moyenne	● Faible
Morowali septentrional, Indonésie	● Moyenne	● Faible	● Moyenne



PHOTO : CORPORACION LA ROTATIVA

Une femme se tient devant sa maison à Cesar, en Colombie. La maison s'est fissurée à cause de l'onde de choc produite par les détonations d'une mine voisine, qui a depuis cessé ses activités.

FIGURE 6

Recommandations : S'assurer que les divulgations répondent aux besoins des communautés



Examiner plus avant les questions qui importent le plus pour les communautés

Dans l'ensemble des communautés sélectionnées, les parties prenantes ont régulièrement demandé des informations ponctuelles par projet en vue de mieux comprendre l'incidence concrète des industries de l'énergie et de l'exploitation minière sur leurs moyens d'existence. Il s'agit des données sur l'emploi, les dépenses sociales, les recettes infranationales et les impacts environnementaux et sociaux. Bien qu'une grande partie de ces informations soit déjà couverte dans les Rapports ITIE, ceux-ci ne les détaillent généralement pas de façon suffisante. La Section 4 donne un aperçu de la manière dont les groupes multipartites (GMP) de l'ITIE peuvent s'appuyer sur des Exigences spécifiques de l'ITIE pour répondre aux priorités des communautés en matière d'information dans leurs rapports. Selon les besoins, l'ITIE doit divulguer des données ventilées par genre et, dans la mesure du possible, les divulgations doivent présenter une description claire de toutes les lacunes éventuelles entre les obligations juridiques ou contractuelles et ce qui se fait en pratique. La mise à profit des divulgations régulières et systématiques des gouvernements et des entreprises peut permettre de garantir que ces données soient ponctuelles et suffisamment détaillées.



Étendre le champ d'application des divulgations publiques

La transition énergétique transforme les activités industrielles qui affectent le plus les communautés. Les GMP pourraient donc envisager d'étendre le champ d'application de leur déclaration pour inclure des secteurs ou domaines adjacents de la chaîne de valeur qui sont pertinents au regard des préoccupations exprimées par les communautés. En Indonésie, par exemple, certaines parties prenantes ont proposé que la déclaration de l'ITIE couvre les fonderies de nickel. En Colombie, des parties prenantes ont proposé que l'ITIE couvre le secteur des énergies renouvelables. Un certain nombre de pays vont déjà au-delà de la Norme ITIE et incluent des informations sur leurs secteurs de la foresterie et des énergies renouvelables. Si les GMP décident de ne pas étendre le champ d'application de la déclaration de l'ITIE, il reste possible de partager les enseignements tirés avec les parties prenantes d'autres secteurs afin d'orienter les pratiques de divulgations en dehors du processus de l'ITIE.



Un dirigeant Wayúu participe à une réunion communautaire à Uribia, La Guajira. Des membres de la communauté ont exprimé leur intérêt pour des données mettant en évidence les impacts environnementaux et sociaux de la transition énergétique.

PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY

Rendre les données accessibles

Pour que les communautés bénéficient d'informations pertinentes sur les impacts de la transition énergétique, il ne suffit pas que le gouvernement et les entreprises se contentent de s'engager à faire preuve de transparence. Ils doivent divulguer proactivement les informations dans des formats accessibles et diffusés au niveau des communautés. Cette section présente les constatations concernant l'accès et la sensibilisation des communautés sélectionnées aux données, ainsi que leur intelligibilité.

Assurer un accès public

Dans l'ensemble des communautés sélectionnées, les informations clés étaient disponibles au public, mais souvent difficilement accessibles. Dans certains cas, les gouvernements partagent des types spécifiques de données uniquement sur demande. C'est le cas des données sur l'emploi en Indonésie, des données sur les paiements sociaux obligatoires versés par les entreprises en Colombie et des rapports de suivi environnemental au Ghana.

Souvent, les divulgations des entreprises spécifient une source de données plus utile. À Cesar et La Guajira, les parties prenantes ont indiqué que les grandes entreprises disposaient de canaux bien établis pour diffuser les informations aux communautés, particulièrement sur l'emploi et les dépenses sociales. Les rapports sur la durabilité, les centres d'information et les activités d'engagement et de sensibilisation auprès des communautés ont été évoqués comme des moyens de communication d'informations par les entreprises aux communautés.

Sensibiliser à l'ITIE et aux sources de données

Malgré la pertinence de certaines informations pour les communautés, la sensibilisation aux données et leur utilisation par les parties prenantes locales apparaissent généralement faibles, à l'exception de Cesar et de La Guajira, où des membres des communautés et des représentants de la société civile exploitent dans une certaine mesure les divulgations existantes.

FIGURE 7

Utilisation des données par la communauté

● Élevé ● Moyenne ● Faible

Type d'information	Cesar, Colombie	La Guajira, Colombie	Ellembelle, Ghana	Morowali septentrional, Indonésie
Cadre de la politique sur la transition énergétique	● Moyenne	● Faible	● Faible	● Faible
Cadre juridique et institutionnel pour les industries extractives	● Faible	● Faible	● Faible	● Faible
Licences, contrats et propriété des entreprises	● Moyenne	● Faible	● Faible	● Faible
Volumes et valeur de la production	● Moyenne	● Faible	● Faible	● Faible
Investissements des entreprises extractives dans les communautés	● Moyenne	● Faible	● Faible	● Faible
Emplois locaux et opportunités pour les entreprises locales	● Moyenne	● Moyenne	● Faible	● Faible
Impacts environnementaux et sociaux	● Moyenne	● Moyenne	● Faible	● Faible
Budgets infranationaux	● Moyenne	● Faible	● Faible	● Faible
Flux de revenus infranationaux	● Moyenne	● Moyenne	● Faible	● Faible

Le niveau de sensibilisation des communautés aux divulgations existantes était généralement faible. Au Morowali septentrional, les membres de la communauté ont déploré l'absence d'informations, même les plus élémentaires, sur les activités minières, certains affirmant ne connaître que le nom de l'entreprise puisqu'il est affiché à l'entrée

des installations minières. Les membres de la communauté n'avaient pas entendu parler de l'ITIE, mais ils étaient enthousiasmés à la perspective qu'elle leur procure des informations, notamment sur les limites géographiques des zones minières. De même, à Ellobelle, le niveau de sensibilisation aux divulgations de l'ITIE et à d'autres sources publiques telles que les rapports du Comité d'intérêt public et de responsabilité était limité.

À La Guajira, les sites Internet du gouvernement présentent les données trimestrielles sur la production et les recettes pour les secteurs minier et gazier ainsi que des informations sur le secteur des énergies renouvelables. C'est également le cas à Cesar, où un certain nombre de portails en ligne permettent d'accéder aux données sur le secteur minier, notamment les cadres juridiques et institutionnels, les volumes de production, les informations sur les licences et les entreprises, les budgets municipaux et les contributions économiques. Les organisations de la société civile et les membres de la communauté de Cesar ont utilisé ces données dans le cadre de différends juridiques avec des entreprises et des entités publiques.

Trouver des formats qui fonctionnent pour les communautés

Au-delà de la sensibilisation de la communauté aux divulgations existantes, les informations doivent être fournies dans des formats intelligibles et utilisables, variables selon le contexte, ou en fonction de facteurs culturels, linguistiques, économiques et autres spécifiques.

Dans l'ensemble des communautés couvertes par le projet, les parties prenantes ont souvent noté que de longs rapports techniques, notamment les Rapports de l'ITIE, n'étaient généralement pas utiles pour relayer les informations aux communautés.

Les portails de données en ligne posent également des difficultés. En Colombie, les parties prenantes ont noté que les bases de données du gouvernement contiennent des informations sur les recettes et l'environnement, mais qu'il faut un haut niveau de connaissances techniques pour les passer en revue et les évaluer. À La Guajira, étant donné que les informations sur les projets et les plans dans le secteur des énergies renouvelables sont dispersées entre divers sites Internet du gouvernement, il est difficile pour les parties prenantes des communautés d'avoir un tableau complet du secteur.

La décision de divulguer les informations sur papier ou en ligne dépend de facteurs tels que l'accès à l'Internet et aux technologies, l'alphabétisation numérique et les préférences personnelles du public ciblé. Les limites liées à la fourniture d'électricité, à la connexion à l'Internet, à l'absence d'ordinateurs et de téléphones intelligents dans l'ensemble des localités couvertes par le projet entravent l'accès aux données en ligne.

Il est également important de tenir compte du niveau d'alphabétisation et des facteurs linguistiques et culturels lors de la diffusion d'informations. Compte tenu de la faiblesse des taux d'alphabétisation dans certaines des communautés couvertes par le projet, il faut recourir à des formes de communication verbale, par le biais d'autres canaux tels que des rencontres ou des émissions de radio.

Souvent, les données officielles ne sont pas diffusées dans les langues que parlent les communautés. Bien que la plupart des membres de la communauté de La Guajira parlent l'espagnol, nombre d'entre eux estimaient qu'il était important de présenter les informations dans leur langue maternelle, le Wayúu (Wayuunaiki), pour veiller à ce que les générations plus anciennes puissent les comprendre et par respect pour la culture locale.



De longs rapports techniques, notamment les Rapports de l'ITIE, n'étaient généralement pas utiles pour relayer les informations aux communautés



PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY

Dans le département de La Guajira, 44 % des ménages utilisent du bois de chauffage pour cuisiner, selon les chiffres du Département national des statistiques (DANE 2020).



FIGURE 8

Recommandations : Rendre les données accessibles



S'appuyer sur les canaux existants

Plutôt que d'établir de nouveaux canaux de divulgation, il peut souvent être plus efficace de s'appuyer sur les canaux existants et de les améliorer – par exemple, les sites Internet du gouvernement, les déclarations des entreprises ou les centres d'information communautaire et les panneaux d'affichage. Accroître les divulgations systématiques peut être efficace pour garantir la ponctualité et la pertinence des données. Dans les cas où il existe déjà un certain nombre de canaux de divulgation, la coordination entre les agences gouvernementales et les entreprises est essentielle pour assurer des communications efficaces et éviter les redondances.



Utiliser des communications verbales

La communication verbale a souvent été citée comme une méthode efficace de diffusion d'informations. Selon les parties prenantes, les réunions communautaires sont l'un des espaces les plus importants pour le partage d'informations, particulièrement lorsqu'il est nécessaire d'utiliser des langues locales. Elles ont également proposé de diffuser les informations sur les stations de radio ou les chaînes de télévision locales. À Ellebelle, les habitants privilégient des approches communautaires pour les initiatives de diffusion – par exemple, des assemblées publiques et les stations de radio locales. À Cesar, une entreprise minière a organisé des représentations théâtrales pour se rapprocher des communautés. À La Guajira, les Wayúu ont une tradition orale bien établie qu'il est possible de mettre à profit pour le partage d'informations.



Tirer parti des champions locaux

L'engagement de champions locaux et des dirigeants communautaires pour communiquer les informations peut être un moyen efficace d'atteindre les publics locaux. Il peut s'agir de dirigeants traditionnels ou de clans, de responsables ou de partis politiques, de groupes de femmes, de jeunes ou d'agriculteurs, de dirigeants religieux, de réseaux de la société civile ainsi que d'universitaires et de journalistes. Les parties prenantes ont également souligné l'importance de couvrir les groupes marginalisés. À Cesar, les parties prenantes ont proposé une intervention ciblée auprès des conseils communautaires afro-colombiens. À La Guajira, les parties prenantes ont évoqué l'importance de se rapprocher des dirigeants de la communauté Wayúu. Par exemple, la participation du *Pütchipü'üi* – qui assume un important rôle de médiateur dans le système normatif Wayúu – aux ateliers de formation était essentielle pour gagner la confiance des membres de la communauté.



Présenter les données dans des formats engageants

Présenter les données dans des formats engageants : dans l'ensemble des communautés couvertes par le projet, les parties prenantes ont souvent indiqué qu'il leur semblait difficile de s'informer par le biais de longs rapports techniques ou de portails en ligne complexes. Les GMP pourraient envisager de publier des chapitres dédiés dans les Rapports de l'ITIE ou des rapports thématiques distincts consacrés à des sujets qui sont pertinents pour les communautés. De plus, les GMP pourraient envisager des stratégies créatives pour présenter et diffuser les informations dans des formats facilement accessibles et intelligibles. Par exemple, la présentation des principales constatations ou de résumés analytiques sur la base d'infographies ou de données traduites en images peut améliorer l'accessibilité et l'attrait des informations.



Considérer si le format numérique est approprié

Considérer si le format numérique est approprié : même si des divulgations régulières sur les portails officiels des gouvernements et des entreprises peuvent assurer la disponibilité d'informations ponctuelles, l'utilité des formats numériques dépend du public concerné. Au Morowali septentrional, par exemple, certaines parties prenantes ont proposé de diffuser les informations par le biais des réseaux sociaux. De même, à Cesar, certaines parties prenantes ont indiqué que les jeunes pourraient s'engager davantage si les informations étaient publiées via des plateformes numériques, alors que les politiciens à l'échelon infranational ont déclaré préférer des synthèses imprimées sur papier. Les parties prenantes ont également proposé de mettre à contribution les journaux et les stations de radio à l'échelle locale pour diffuser les informations. À Ellebelle, les membres de l'assemblée du district ont demandé que les données clés soient extraites et résumées dans des fiches d'information au format papier.

Soutenir la participation de la communauté au dialogue et aux prises de décisions

Les divulgations d'informations ne sont utiles que si elles promeuvent une meilleure redevabilité. Pour parvenir à une telle amélioration, les représentants de la communauté doivent participer continuellement au dialogue et aux prises de décisions. Cette section présente les principales constatations concernant les obstacles au maintien de la participation communautaire et les options permettant de les surmonter.

Consulter les communautés tout au long du cycle de vie des projets

La transition énergétique implique des changements substantiels dans les secteurs minier et énergétique et, dans certaines régions, on observe une hausse des investissements dans de nouveaux projets, tandis que dans d'autres, l'avenir semble désormais incertain. Dans toutes les communautés couvertes par le projet, les habitants ont qualifié d'inadéquates les consultations menées dans le cadre des diverses étapes des projets extractifs ou relatifs à des énergies renouvelables. À Ellembelle, les membres de la communauté se sont sentis exclus du processus d'acquisition de terres pour les usines de traitement du gaz. Au Morowali septentrional, les parties prenantes n'ont été informées des décisions d'investissement qu'après le démarrage du projet minier. À La Guajira, les processus de consultation fragmentés ont divisé les communautés, plutôt que de déboucher sur une vision partagée pour le territoire et l'avenir des communautés.

De plus, les représentants communautaires ont observé que les priorités et les demandes de la communauté étaient souvent ignorées lors de la mise en œuvre de projets. Par exemple, à Cesar, les parties prenantes n'ont pas eu la possibilité d'influencer la manière dont l'administration locale avait décidé de dépenser les recettes minières : il a semblé à certains que les dépenses consacrées aux activités culturelles et sportives étaient passées avant les investissements dans les services et les infrastructures publics.

Établir des canaux pour le traitement des griefs

Les parties prenantes ont également souligné que les canaux de traitement des griefs étaient très limités. Au Morowali septentrional, les représentants communautaires se sont dits inquiets au sujet des effets de la pollution hydrique sur les moyens d'existence à l'échelle locale. Bien que les parties prenantes aient fait part de leurs préoccupations à diverses institutions – notamment le gouvernement du district, les autorités de réglementation environnementale, la police, les parlementaires infranationaux et un ministère national –, aucune réponse n'y a été apportée. Les représentants de la société civile ont noté que, malgré l'existence d'un mécanisme de gestion des griefs en ligne, celui-ci était inefficace pour la plupart des communautés rurales, en raison de l'accès limité aux technologies.

Inclure les communautés dans les discussions sur les politiques nationales liées à la transition énergétique

La participation des communautés aux discussions sur les politiques nationales liées à la transition énergétique est restée limitée. Au Ghana, le Comité national sur la transition énergétique doit associer les gouvernements infranationaux à l'élaboration de plans locaux de transition énergétique, conformément au Cadre national sur la transition énergétique. Toutefois, les habitants d'Ellembelle ont noté un manque de focalisation sur les priorités communautaires. Bien que des consultations régionales



Les représentants communautaires ont observé que les priorités et les demandes de la communauté étaient souvent ignorées lors de la mise en œuvre de projets



PHOTO : OBREMPONG YAW AMPOFO

Des membres de la communauté discutent de l'impact de la transition énergétique sur la communauté à Ellembelle, au Ghana.

aient été menées lors de l'élaboration du cadre, les membres de la communauté ont déclaré qu'ils n'avaient pas été consultés. Les parties prenantes ont souligné l'importance d'intégrer les vues des dirigeants communautaires tels que les chefs, les dirigeants religieux, les groupes de jeunes, les groupes de femmes et les membres des assemblées locales dans les politiques nationales. De même, en Indonésie, les parties prenantes ont observé que la prise de décisions est presque toujours centralisée à Jakarta. En Colombie, la récente politique du gouvernement sur la transition énergétique était initialement peu connue des autorités et des communautés locales, mais les enseignements tirés du projet « Inclure les communautés dans une transition juste » ont ensuite permis d'orienter la feuille de route du gouvernement pour la transition énergétique.

Il est également important de reconnaître la nécessité de déployer des efforts plus concertés pour surmonter certains obstacles systémiques à la participation communautaire. En Colombie, le lourd passé – conflits impliquant des groupes armés et violences envers des défenseurs de l'environnement ou des petits propriétaires – oblige à la méfiance et à une certaine réticence chez un grand nombre de membres des communautés à participer au dialogue public. À La Guajira, l'absence de hiérarchie dans les structures sociales et les établissements humains épars au sein de la communauté Wayúu entravent l'action collective.

Renforcer les capacités des communautés

La capacité de comprendre les informations, de s'engager efficacement et de militer en faveur des droits est essentielle pour assurer une participation communautaire effective au dialogue et aux prises de décisions. Dans l'ensemble des communautés sélectionnées, le niveau de compréhension relativement à la transition énergétique ainsi que les capacités à utiliser les divulgations techniques étaient limités. À Cesar, les administrations locales ont accès aux portails d'information, mais elles ne les utilisent pas aux fins de la planification du développement. À La Guajira, le caractère technique des divulgations publiques sur les procédures d'octroi de licences a contraint les communautés à recruter des conseillers ou des avocats pour engager des discussions avec le gouvernement ou les entreprises, débouchant sur l'établissement de relations transactionnelles, au lieu que les communautés puissent par elles-mêmes revendiquer leurs droits.

L'une des composantes clés du projet « Inclure les communautés dans une transition juste » était l'organisation d'ateliers avec les parties prenantes locales et d'actions de renforcement des capacités. À Ellembelle, les consultants ont dispensé une formation destinée aux autorités locales et aux organisations de la société civile sur l'utilisation des données ITIE en vue d'orienter la formulation de politiques. À La Guajira, des ateliers ont permis de répondre aux besoins spécifiques de données de la communauté Wayúu, en lui laissant le choix de la dynamique à suivre.

Faire entendre la voix des communautés dans les forums mondiaux

Dans le cadre de ses efforts visant à amplifier la voix des communautés locales au sein de la communauté globale de l'ITIE, l'ITIE a invité Nana Akua Deshye II, la Reine mère de Sanzule, à représenter sa communauté lors de la Conférence mondiale de l'ITIE 2023. La rencontre a permis d'aborder, au cours de diverses séances, l'inclusion des communautés dans le processus ITIE. Elle incluait également une exposition de photos sur le projet « Inclure les communautés dans une transition juste » ainsi qu'un échange entre pairs afin que les parties prenantes de la Colombie, du Ghana et de l'Indonésie puissent partager les enseignements tirés du projet.

Ces échanges ont permis de souligner les lacunes existantes entre les objectifs mondiaux et les priorités des communautés dans le cadre de la transition énergétique. Bien que la réduction des émissions de gaz à effet de serre occupe une place centrale dans le dialogue sur la politique mondiale, il est nécessaire de renforcer le niveau de compréhension quant à ses implications pour les communautés et leurs moyens d'existence. Dans les communautés couvertes par le projet, certaines parties prenantes ont noté que l'expression « transition énergétique » semblait détachée des réalités des communautés qui privilégient l'accès à une énergie abordable par rapport à une réduction des émissions. Il est essentiel de comprendre et de gérer les impacts des efforts mondiaux consacrés à la transition énergétique au niveau des communautés pour assurer une transition énergétique juste.



PHOTO : IOBAL LUBIS

Une femme tient un stand de vêtements sur un marché traditionnel du village de Toara, au Morowali septentrional, en Indonésie.

FIGURE 9

Recommandations : Soutenir la participation de la communauté au dialogue et aux prises de décisions



Renforcer les capacités locales

Il est essentiel pour les communautés d'améliorer leur compréhension de la transition énergétique et de ses impacts à l'échelle locale, et qu'elles apprennent à accéder aux données et à les utiliser, en vue de leur participation significative au dialogue et aux prises de décisions. À Cesar, les parties prenantes ont proposé de former les membres des communautés afin qu'ils puissent comprendre les données budgétaires et assurer un suivi de la gestion des recettes infranationales. Elles ont également proposé de former des représentants pour traiter avec les médias et améliorer la couverture de la transition énergétique. À Ellembelle, les parties prenantes ont recommandé de renforcer les capacités des membres des assemblées locales et des fonctionnaires à utiliser les données sur les recettes en vue d'orienter la planification du développement local. Les communautés pourraient également bénéficier de formations pour mieux comprendre les obligations des gouvernements et des entreprises. Au Morowali septentrional, les parties prenantes ont proposé que le gouvernement central forme des fonctionnaires locaux à l'intégration de la transparence dans les processus de gouvernance.



Créer des espaces d'engagement durable au niveau local

Les parties prenantes dans l'ensemble des communautés sélectionnées ont dit souhaiter participer continuellement aux prises de décisions. Bien que les stratégies proposées pour y parvenir puissent varier, les membres des communautés ont souligné la nécessité de solutions qu'il est possible de maintenir à long terme. Certains contextes requièrent de nouvelles plateformes d'engagement communautaire et d'autres peuvent tirer parti des plateformes déjà en place. À Ellembelle, par exemple, les parties prenantes ont proposé d'utiliser des assemblées publiques régulières pour faciliter les échanges communautaires et exprimer les préoccupations, dans le cadre des activités de sensibilisation du GMP du Ghana. Au Morowali septentrional et Ellembelle, les parties prenantes souhaitent examiner la possibilité d'établir des GMP infranationaux. À Cesar, où un GPM de l'ITIE existe déjà au niveau infranational, les parties prenantes ont appelé à la création d'un nouveau forum multipartite dédié aux questions portant sur la transition énergétique, ainsi qu'à la tenue de dialogues ciblés avec les organisations de jeunes. À La Guajira, les parties prenantes ont appelé à un dialogue régulier entre les entreprises de charbon et les communautés autour de l'évolution des implications de la transition énergétique. Certaines parties prenantes ont également proposé d'établir un GMP régional englobant La Guajira et Cesar, étant donné que leurs secteurs minier et énergétique dans la région caraïbe de la Colombie sont interdépendants.



**Amplifier les voix
des communautés
dans les prises
de décisions
nationales et
mondiales**

Les parties prenantes nationales pourraient faciliter davantage la participation de représentants communautaires au dialogue sur les politiques et aux prises de décisions sur la transition énergétique. En Colombie, par exemple, l'ITIE a organisé un forum national qui a rassemblé des délégués des communautés et des institutions nationales. Le ministère de l'Énergie et des Mines a ensuite mis à profit les recommandations du projet lors de la phase de consultation pour l'élaboration de la feuille de route nationale sur la transition énergétique. Au Ghana, les parties prenantes ont proposé que le Commission nationale pour la transition énergétique intègre plus précisément les points de vue des communautés lors de la formulation de politiques, au travers d'échanges réguliers avec les dirigeants communautaires et d'autres intervenants. Les GMP nationaux de l'ITIE pourraient également envisager d'inviter des champions locaux à leurs réunions. Les acteurs internationaux tels que les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et les organisations internationales doivent veiller à ce que les priorités des communautés soient prises en compte dans les décisions mondiales sur le changement climatique et la transition énergétique, notamment en facilitant la participation des parties prenantes communautaires aux négociations climatiques.

4. Utilisation de la Norme ITIE pour répondre aux besoins en données des communautés

LA NORME ITIE 2023 fournit des points d'entrée relativement à la divulgation d'informations qui sont pertinentes pour les communautés dans le cadre de la transition énergétique. Depuis la clarification des contributions économiques à l'échelle locale et des impacts environnementaux et sociaux jusqu'aux consultations communautaires, les divulgations de l'ITIE peuvent renforcer la compréhension des implications de la transition énergétique pour les communautés et leurs moyens d'existence.

Le tableau ci-dessous présente la manière dont il est possible d'utiliser la Norme ITIE pour divulguer des informations sur les sujets qui intéressent les communautés, ainsi que le montre le projet « Incline les communautés dans une transition juste ». Outre les exigences de publication d'informations sur l'emploi, les dépenses sociales, les recettes infranationales et les impacts environnementaux et sociaux, la Norme ITIE comprend également des dispositions prévoyant la facilitation d'un débat public fondé sur des éléments factuels, notamment l'adoption de mesures permettant à toutes les parties prenantes d'accéder aux divulgations, de les comprendre et de les utiliser.

Utilisation de la Norme 2023 ITIE pour répondre aux besoins en données des communautés

Thème	Exigences de l'ITIE
Emploi	<p><i>6.3.a.iv Emploi dans le secteur extractif</i></p> <p>La transition énergétique affecte l'emploi dans les secteurs minier et énergétique. Bien que de nouvelles opportunités d'emploi se présentent dans certains domaines, ailleurs, les investissements baissent, ce qui plonge les travailleurs dans l'incertitude. La Norme ITIE exige la divulgation des données sur l'emploi ventilées par projet, lorsque cela est possible. Les parties prenantes locales peuvent utiliser ces informations pour identifier les opportunités et les vulnérabilités liées à la main-d'œuvre. Elles peuvent également utiliser ces divulgations pour orienter les discussions quant à savoir si les entreprises respectent leurs obligations en termes d'emploi local.</p>
Dépenses sociales	<p><i>6.1 Dépenses sociales engagées par les entreprises</i></p> <p>Dans de nombreux pays, les entreprises sont tenues d'engager des dépenses sociales, qui sont souvent destinées aux communautés. Lorsque la transition énergétique promeut la croissance, les communautés peuvent s'attendre à une hausse de ces dépenses. Dans les domaines présentant un déclin, c'est l'inverse qui peut se passer. La Norme ITIE requiert la divulgation de ces dépenses et des contrats stipulant les obligations. La transparence dans ce domaine peut aider les parties prenantes des communautés à s'assurer que les dépenses sociales correspondent aux priorités et aux besoins à l'échelle locale.</p>

Recettes infranationales	<p><i>4.6 Paiements infranationaux et 5.2 Transferts infranationaux</i></p> <p>Dans de nombreux pays, les gouvernements infranationaux perçoivent des recettes des secteurs minier et énergétique. Dans certains cas, ils collectent ces recettes directement, et dans d'autres, ils reçoivent des transferts du gouvernement national. La transition énergétique offre la possibilité de nouveaux flux de revenus dans certains domaines et, dans d'autres, elle pose des risques pour les finances publiques. La Norme ITIE exige la divulgation de ces paiements, ce qui peut aider les parties prenantes locales à établir les opportunités et les risques économiques et à orienter une gestion prudente des recettes et une planification à long terme.</p>
Impacts environnementaux et sociaux	<p><i>6.4 Impacts environnementaux et sociaux</i></p> <p>La transition énergétique transforme les impacts environnementaux et sociaux à l'échelle locale dans les secteurs énergétique et minier. La plupart des pays prévoient dans leur législation l'évaluation, le suivi et la gestion de ces impacts. La Norme ITIE exige la divulgation des évaluations d'impact et des rapports de suivi. Les entreprises sont encouragées à divulguer les informations sur la manière dont elles gèrent les impacts et les pays sont encouragés à divulguer les informations sur le suivi et les mesures d'application, notamment en ce qui concerne l'eau, les terres, les émissions et les droits de l'homme. Les parties prenantes des communautés peuvent utiliser ces informations pour demander une meilleure performance environnementale et sociale et une application plus efficace des règles en vigueur.</p>
Consultation des communautés	<p><i>2.2.a.ii Consultation des communautés</i></p> <p>Dans de nombreux pays, les communautés doivent être consultées dans le cadre de l'approbation d'un projet. Dans certains cas, le consentement libre, informé et préalable (CLIP) des peuples autochtones est requis. La Norme ITIE demande la divulgation des exigences de consultation et une description du déroulement effectif des processus de consultation. Lorsque la transition énergétique entraîne l'octroi de nouvelles licences, les parties prenantes communautaires peuvent utiliser ces informations pour veiller à ce que leurs droits soient respectés.</p>
Dialogue et débat au niveau communautaire	<p><i>7.1 Débat public</i></p> <p>Les communautés ont régulièrement indiqué qu'elles avaient bénéficié de suffisamment d'opportunités pour participer au débat public et aux prises de décisions sur la transition énergétique. La Norme ITIE exige des GMP qu'ils s'assurent que les divulgations des gouvernements et des entreprises sont compréhensibles, activement promues et publiquement accessibles. Les GMP doivent faire en sorte que les divulgations contribuent au débat public, par le biais de rencontres de sensibilisation et de dialogue multipartite. Si les parties visées par l'ITIE dans ce cadre sont en règle générale les autorités gouvernementales, les parlementaires, la société civile, les entreprises et les médias, les mêmes efforts doivent être faits pour associer les parties prenantes communautaires au débat public. La Norme ITIE encourage également les GMP à mener des actions de renforcement des capacités pour améliorer leur compréhension et utilisation des données.</p>

5. Conclusion

LES CONSTATATIONS TIRÉES du projet «Inclure les communautés dans une transition juste» ont permis de confirmer que le respect des priorités et des besoins des communautés était essentiel pour garantir des prises de décisions éclairées, inclusives et responsables relativement à la transition énergétique. Le projet a montré une volonté évidente de la part des communautés de s'impliquer dans le débat sur les impacts de la transition énergétique. Le point de départ est avant tout de veiller à ce que les communautés bénéficient d'informations pertinentes, accessibles et compréhensibles, sur lesquelles s'appuyer pour participer à un dialogue constructif.

Une telle démarche ne sert pas uniquement l'intérêt des communautés, mais d'autres aussi. Un travail efficace au niveau local peut aider les gouvernements à établir la confiance autour des projets liés à la transition énergétique et à s'assurer que les décisions prises tiennent compte de l'intérêt public sur le long terme. Il peut aussi aider les entreprises à établir et maintenir leur «licence sociale d'exploitation» et à contrôler les risques opérationnels, juridiques et pour leur réputation. Pour les acteurs de la société civile et du climat à l'échelon mondial, la compréhension de la perspective des communautés garantira que les efforts mondiaux visant à assurer une transition énergétique juste coïncident avec les expériences et priorités de celles et ceux qui vivent à proximité des projets extractifs et énergétiques.

Un éventail de facteurs influeront sur l'applicabilité et l'efficacité des recommandations énoncées dans ce rapport :



Durabilité à long terme

La divulgation d'informations significatives et un dialogue effectif nécessitent du temps, de l'argent et une adhésion de la part des principales parties prenantes. Les efforts doivent être durables sur le long terme. Plutôt que des divulgations au cas par cas et ponctuelles, les gouvernements et les entreprises doivent diffuser auprès des communautés, de manière systématique et proactive, des informations pertinentes dans des formats appropriés. Le droit des communautés à participer aux décisions qui affectent leur vie doit être intégré dans les cadres juridiques et être effectivement appliqué.



Coordination

Dans de nombreux pays, on observe un nombre croissant d'organisations et d'initiatives qui travaillent sur les questions liées à la transition énergétique. À cet égard, il est important que les différents acteurs comprennent où ils peuvent apporter de la valeur. La coordination et les partenariats, notamment entre parties prenantes dans les industries extractives et le secteur des énergies renouvelables, sont essentiels.



Défis systémiques

Dans de nombreux pays, divers facteurs tels que les conflits armés, les restrictions imposées sur l'espace civique et les violences infligées aux défenseurs des terres et de l'environnement empêchent les communautés de participer de manière significative. La corruption peut également accroître le risque de violations des droits. Les efforts liés à l'engagement communautaire doivent passer par une compréhension de ces défis.



Un travail efficace au niveau local peut aider les gouvernements à établir la confiance autour des projets liés à la transition énergétique et à s'assurer que les décisions prises tiennent compte de l'intérêt public sur le long terme



PHOTO : IOBAL LUBIS

Des participants à l'atelier examinent les opportunités et les solutions lors d'un atelier de l'ITIE au Morowali septentrional, en Indonésie.



PHOTO : NELSON DAVID ALONSO CHARRY

Les communautés assistent à de nombreuses réunions dans le cadre de consultations préalables sur les projets prévus dans la région. Lors de cette réunion à La Guajira, des consultants parlent du projet « Inclure les communautés dans une transition juste ».

Ces aspects doivent orienter la manière de faire avancer les initiatives qui visent à renforcer la pertinence de l'ITIE au niveau communautaire. Une évaluation indépendante de l'ITIE publiée en 2022 a souligné l'importance et les avantages potentiels d'une mise en œuvre de l'ITIE plus efficace aux niveaux infranational et local. Plutôt que de se contenter de déclarer les recettes et les transferts infranationaux ainsi que des activités limitées de sensibilisation infranationale, l'évaluation recommandait d'utiliser ces données pour faciliter un dialogue multipartite à l'échelon local concernant les questions les plus importantes pour les communautés.³⁵ La transition énergétique en cours ne fait qu'accroître l'urgence de cet impératif.

Les constatations découlant du projet « Inclure les communautés dans une transition juste » offrent des informations utiles pouvant guider l'ITIE quant à la manière de renforcer la mise en œuvre de la Norme ITIE à l'échelle infranationale, dans l'ensemble de la communauté ITIE. S'agissant des divulgations et des activités au niveau infranational, il faut tenir compte de certains aspects financiers, et les GMP devront examiner attentivement la valeur ajoutée qu'ils peuvent apporter aux communautés.

³⁵ Voconiq et Square Circle, 2022. Évaluation indépendante de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives. Extrait de <https://eiti.org/fr/documents/evaluation-independante-de-litie>.

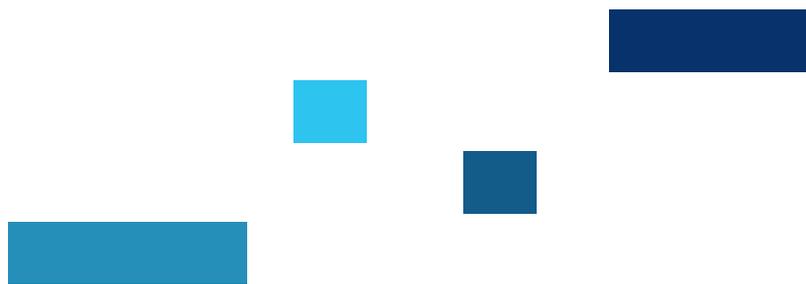
Dans certains cas, l'ITIE peut être bien placée pour partager des informations qui sont pertinentes pour les communautés. Dans d'autres situations, il pourrait être plus indiqué que les gouvernements et les entreprises regroupent et divulguent systématiquement des données détaillées. Dans certains contextes, la constitution de GMP infranationaux pourra s'avérer utile et, dans d'autres, l'engagement du gouvernement et des entreprises dans un dialogue régulier sera préférable au niveau des communautés – par exemple, en facilitant la participation des communautés au GMP national ou aux discussions sur les politiques nationales relatives à la transition énergétique. L'approche dépendra des circonstances uniques à chaque pays et à chaque communauté – il n'y a pas de solution universelle.

Pour relever le défi, les GMP de l'ITIE pourraient commencer par élaborer des plans d'engagement communautaire. Ces plans pourraient établir les régions et les communautés qui affrontent le plus grand changement en raison de la transition énergétique, spécifier les données et les discussions qui sont importantes pour les communautés, évaluer les ressources nécessaires, établir où l'ITIE peut avoir le plus fort impact et collaborer avec les partenaires extérieurs, selon les besoins. Tout au long de ce processus, l'ITIE doit privilégier des mesures qu'il sera possible de maintenir sur le long terme. En réservant aux besoins et aux priorités des communautés une place centrale dans les initiatives de renforcement des divulgations et du dialogue, l'ITIE peut contribuer à assurer une transition juste.

Remerciements

Merci, *gracias, anayawachija, terima kasih, yeda mu ase* : le Secrétariat international de l'ITIE souhaite remercier les parties prenantes des communautés de Cesar, de La Guajira, d'Ellembelle et du Morowali septentrional, ainsi que les secrétariats et les GMP nationaux de l'ITIE en Colombie, au Ghana et en Indonésie, pour avoir participé aux recherches, activités et échanges dans le cadre de ce projet. Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance à l'Université Externado, au cabinet de conseils INSUCO, au Centre for Extractives and Development Africa (CEDA), à la coalition Publiez Ce Que Vous Payez et à IDEA Yogyakarta pour avoir assuré la mise en œuvre du projet au niveau des communautés.

L'ITIE souhaite également faire part de sa gratitude à la Fondation Ford qui a financé ce projet.





Extractive Industries
Transparency Initiative

Nous considérons que les ressources naturelles d'un pays appartiennent à ses citoyens. Notre mission consiste à promouvoir une bonne compréhension de la gestion des ressources naturelles, à renforcer la gouvernance publique et des entreprises et à fournir des données permettant d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.

Rådhusgata 26
0151 Oslo
Norvège

+47 222 00 800
secretariat@eiti.org
eiti.org